



Organisation des Peuples Africains-Burkina Faso

(Têng be nêere !)

La société que nous voulons pour les Burkinabè et pour l'Afrique

Projet de société (PS) de l'Organisation des Peuples Africains-Burkina Faso

Introduction

La professionnalisation politique, dans notre pays comme ailleurs, s'explique par le fait qu'une nouvelle classe de bourgeois, qui s'est affranchie de plus ou moins fraîche date du lot de la masse des prolétaires, n'a aucune envie d'y retomber, quitte à paraître d'en faire toujours partie. En campagne électorale ou en cours de mandat, des marchands d'illusions se réclament de l'idéologie en vogue ou de celles qui ont impacté positivement les opinions, font miroiter des programmes populistes et nourrissent la crédulité des populations de chimères. Cela justifie toutes les pirouettes et fuites en avant que l'on peut observer, lorsqu'il s'agit de renier ses engagements (idéologiques et politiques) d'hier, ou de nier les droits élémentaires du peuple, pour se procurer ou sauvegarder une promotion sociale. Dans la quête du pouvoir et de l'avoir, celui qui « a réussi » par ses propres moyens aura un comportement différent de celui qui doit son ascension à un tiers. Le premier comprendra mal l'insuccès des défavorisés de la société, qui, à son goût, ne méritent aucune charité, d'où son arrogance. Le deuxième n'est tout simplement pas libre. Bien de leaders de partis politiques, dans notre pays, nous en donnent l'affligeant spectacle. Quant aux nouveaux dirigeants, pour récompenser la naïveté des électeurs, leurs programmes de gouvernement n'ont rien à voir avec leurs programmes de campagne. Et ils ne manquent pas d'expédients pour se justifier, ou même prétendre qu'ils mettent en œuvre ce qu'ils ont promis. Leur mue ne s'accompagne pas toujours de mutation. Seul le manteau aura changé.

Le clientélisme électoral est une conséquence du faible niveau d'instruction des populations. Dans le contexte de déficit d'instruction de la majorité des citoyens, c'est un jeu d'enfants de faire passer les réalisations normales de l'Etat pour des dons de personnalités du pouvoir. Coups d'envoi, lancements, inaugurations, parrainages, patronages, présidences, visites de chantiers, audiences, etc., rien n'est épargné pour déployer cette campagne permanente du pouvoir en place. Les organes d'Etat et organes privés ayant fait allégeance jouent à fond leur partition. Les organisations de la société civile sont doublées sur le terrain des réalisations, tandis que les partis d'opposition n'ont aucun bilan à faire valoir. La conscience populaire retient alors que c'est telle haute autorité de l'Etat ou telle autre qui pense au peuple et investit pour lui. Le bénéfice direct d'une telle pratique est le vote massif mécanique, dont se réclament parfois fièrement certaines composantes de notre société. Un cercle vicieux est ainsi formé, perpétué par la résignation des intellectuels, les contreperformances de l'opposition, le renoncement des populations. L'on en arrive parfois à une situation surréaliste où l'idée même du changement n'est plus admise par certains citoyens. La

campagne permanente coûte beaucoup d'argent au contribuable et est cause de détournement du denier public. Elle abrutit les populations, agace les âmes honnêtes et crée des fanatiques, que nous avons connus dans notre pays, en tant qu' « amis, tantis, associations, fédérations », etc. Deux précautions valant mieux qu'une, en plus de l'organisation sous contrôle du scrutin, la collusion Hommes politiques-Hommes d'affaires permet de remporter sans risques les élections version mascarade, avec parfois des opposants accompagnateurs dans le rôle de porte-faits. En général, le concubinage politico-économique révèle vite sa perversité, le club au pouvoir s'organisant plus ou moins rapidement pour récupérer le volant du véhicule de l'économie nationale, au détriment des opérateurs économiques, majoritairement analphabètes. Détenant désormais la clef de « la caverne d'Ali Baba », les circuits de l'argent, ce club peut s'acheter élections, institutions dites républicaines, diplomatie nationale, gardes et milices, conflits et médiations, âmes et corps, mercenaires de la plume, etc. Et dans cette boulimie de l'avoir, aucun trafic n'est exclu. Ce concubinage engendre également un enfant incestueux, l'incivisme, dont les traits dominants sont corruption, arrogance, indiscipline. L'avoir comme moyen d'accès au pouvoir et comme moyen pour s'y maintenir entraîne le culte de l'avoir pour tous ceux qui rêvent de pouvoir. En additionnant à ces nouvelles « vertus » l'ignorance des masses voulue et entretenue par les régimes en place, l'on peut se rendre compte, plus vite qu'on ne le pense, du passage à vide sur au moins deux générations que le pays traversera. Remonter la pente demandera un travail d'Hercule. Le goût prononcé pour les raccourcis et les biens matériels, qui caractérisera la nouvelle engeance, ne sera qu'un indice qui enseigne que le plus difficile sera la réforme des cerveaux.

Le parti se confond à l'Etat lorsque la majorité des citoyens, pour accéder à un avantage ou pour le conserver, se croient bien inspirés de prendre la carte du parti au pouvoir. Dès lors, moyens humains et matériels de l'Etat sont à la disposition du parti. Cela est sans doute un atout considérable. Mais supposons une république dans laquelle ne serait-ce que la moitié des citoyens se revendiquent d'un parti politique. S'ils sont sincères et appliquent les consignes du parti, dans le contexte d'une république bananière ou cotonnière, l'on peut imaginer le dommage pour la moitié restante de la population. Si leur cœur n'est pas acquis au parti, l'on peut imaginer toutes sortes de bizarreries. Si leur esprit n'est pas acquis au parti, quelle catastrophe pour ce dernier, le jour où ils retrouveront leur liberté ! Le parti-Etat, à l'image d'un fruit qui attire, finit par héberger les germes de sa propre putréfaction. Dans notre pays, comme ailleurs, l'on construit le parti-Etat par annexion et greffage, avec comme intrants le copinage, la corruption, l'intimidation, la promesse. Les greffes ne prennent pas toujours à la perfection et les organes, de provenances diverses, peuvent développer des incompatibilités, qui apparaîtront au fur et à mesure que le partage du gâteau fera des mécontents. La tête de l'animal hybride, pour des raisons évidentes, fera croire bien sûr à tout moment que tout va bien, jusqu'au jour de vérité. Il ne restera alors que le choix de l'amputation ou de la mort.

Diviser, affamer, corrompre, faire chanter son opposition politique pour la contrôler et la régenter: voilà une belle recette pour candidats à un long règne. Couteau à double tranchant en réalité puisqu'une opposition insignifiante est synonyme de boulevard pour toutes sortes de dérives des tenants du pouvoir. Prise au piège des querelles de partage (d'héritage idéologique et de cadeaux matériels empoisonnés), de matches de deuxième division pour le classement derrière le champion, d'atermoiements (participer au gouvernement ou s'en démarquer ?), de proclamations d'authenticité (opposition vraie et fausse opposition), l'opposition politique ne se donne pas les moyens de relever le défi de la réalisation de l'alternance, tant dans le quotidien qu'au moment de monter sur le ring électoral. Habitué donc à des victoires sans péril, l'éternel champion finit par ne plus s'imaginer une situation où il pourrait devoir affronter un adversaire de taille. Dans un tel esprit de « tük-guilli », l'on peut se croire tout permis, et se retrouver un jour devant le mur.

Le plus redoutable adversaire de la raison est la terreur, celui du courage la peur. C'est pour cela que le silence est parfois coupable. La terreur peut fermer la bouche, mais jamais la réflexion, dont le produit peut être rangé mais pas effacé, attendant un moment favorable à son expression. Alors la perte de la raison n'aura été qu'une feinte, qui aura duré le temps de la peur.

Il nous faut sortir des contradictions et paradoxes qui caractérisent la gouvernance actuelle de notre pays, pour ouvrir la voie à un système politique, économique et social, à même d'assurer la satisfaction des besoins du peuple.

1ERE PARTIE

(PARTIE THEORIQUE)

LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE L'ORIENTATION DE L'ORGANISATION DES PEUPLES AFRICAINS

Une conception du monde est indispensable pour guider l'Homme dans l'établissement de ses rapports à la nature (y compris ce qui relève du Divin) et dans ses rapports aux autres Hommes.

L'idéologie naît de la conclusion d'une analyse. Avis donc aux partis politiques sans idéologie !

Analyser la marche du monde, analyser son propre environnement immédiat, analyser les besoins de la communauté pour laquelle l'on entend s'engager, tel est le préalable à tout projet politique. Seul un esprit dynamique comprend le nécessaire exercice permanent de réflexion, d'analyse, d'auto-remise en cause et de résolution. La théorisation idéologique permet de se construire une explication du monde, des rapports entre l'Homme et son environnement et des rapports entre groupes sociaux. Ce travail intellectuel aboutit au constat de l'étape actuelle de l'évolution sociale, donc des futures luttes. Il s'agit alors d'identifier les atouts et les risques, et d'évaluer les chances de réussite de la nouvelle orientation dans laquelle on prétend s'engager. Un tel exercice débouche sur deux voies : le conformisme ou le réformisme.

C'est pourquoi l'Organisation des Peuples Africains entend se doter d'une boussole philosophique, qui oriente sa trajectoire politique. Ce postulat philosophique sera un guide pour son action. Ce guide, cette feuille de route, nous permettra de nous adapter à la civilisation dite universelle, tout en gardant notre personnalité propre.

Une telle démarche philosophique aboutit à donner au parti une identité, une raison d'être, une légitimité pour son projet de société et son programme de gouvernement. C'est ainsi que nous affirmerons notre différence dans l'universalité.

Dans la démarche de l'Organisation des Peuples Africains, le lien logique entre notre Discours Idéologique d'Orientation Politique (DIOP), notre projet de société et le programme de gouvernement de notre candidat doit apparaître clairement.

1ERE THESE : DE L'EVOLUTION DE NOTRE MONDE ACTUEL ET SES REPERCUSSIONS SUR LE DESTIN DES PEUPLES

L'histoire nous apprend que des Hommes exceptionnels, par leurs paroles et actes, ont donné lieu à des idéologies, d'orientation religieuse ou d'orientation politique. Les idéologies ont tracé des lignes de démarcation dans le monde. Elles ont justifié une compétition sans merci entre blocs. Pendant longtemps, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont été les deux superpuissances mondiales, qui déterminaient le sort de l'humanité. Capitalisme comme communisme ont servi de socle psychologique au développement économique des deux blocs historiques. La non survenue d'un second souffle, en provenance des pays industrialisés, pour soutenir l'audace précoce du marxisme-léninisme, a causé la perte de ce système politique. Le capitalisme triomphant a conquis le monde et a évolué en mondialisation (globalisation) à sens unique ; les rêves de résistances isolées sont désormais ridicules, face au diktat des

puissances d'argent, qui contrôlent l'orientation et la marche du monde, subordonnant Etats et organismes internationaux. Dans la compétition pour le contrôle du monde, de nouvelles puissances ont émergé en ces dernières décennies. Les murs idéologiques ont changé de nature. La bipolarisation du monde se présente actuellement comme bloc de riches et bloc de pauvres. L'économie semble avoir pris le pas sur l'idéologique. Il s'agit en réalité d'une apparence trompeuse.

Selon Karl Marx, « *La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois* ». Mais la lutte des classes modernes se résume à un antagonisme simplifié : prolétaires contre bourgeois. Marx constate la formation d'un marché mondial : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.* » En effet, l'économie de marché s'est imposée et ignore les frontières nationales. L'Organisation des Peuples Africains constate que la mondialisation dans laquelle nous baignons est la confirmation de l'analyse de Marx et estime que le changement de régime passe par la rupture avec l'idéologie bourgeoise, et par l'union internationale des prolétaires.

La cadence de la marche du monde ne fait que s'accélérer. L'impérialisme international, sous l'impulsion des Etats-Unis d'Amérique, a opéré les mutations indispensables pour continuer à séduire et à sévir, en endossant le manteau de la mondialisation. Depuis la fin de la guerre froide, l'utopie du communisme est en dépérissement, cédant la place à d'autres utopies. L'illusion du bonheur individualiste, le mirage de la liberté sans bornes, les discours trompeurs sur les droits démocratiques ont attiré une bonne partie de la population mondiale dans le piège de la mondialisation, qui n'a pas encore montré toute la dimension tragique de son triomphe apparent. Cette mondialisation, incarnée par les grandes puissances économiques et militaires, n'épargne rien (subordination des institutions internationales, violation des frontières, guerres civiles et rebellions, immixtions dans des processus électoraux, transferts de déchets et de maladies, prétendue assistance économique ou militaire, etc.) pour exporter son capital économique et humain, de même que ses tares, accaparant des espaces et des richesses, imposant une poignée de riches et un mode de vie à une masse de nécessiteux.

La mondialisation vécue à l'heure actuelle, conséquence du triomphe apparent du capitalisme sur le communisme, est une tentative d'instauration de la pensée unique, soutenue par la puissance de l'argent et des formes variées de déstabilisation, c'est un projet de relégation des régions les plus vulnérables du monde au statut de réserves et dépotoirs. L'Afrique est la plus exposée dans ce nouvel ordre mondial, du fait de son retard militaire et économique. Ne s'agit-il pas en réalité d'un malheureux malentendu culturel ? C'est pour cela que l'Organisation des Peuples Africains s'insurge contre la tentative d'uniformisation de la pensée. L'Afrique, successivement saignée, dominée, spoliée et abusée, doit se réveiller et sauver le monde. Une Afrique libre, unie, active, c'est ce que l'Organisation des Peuples Africains appelle par sa pensée et par son action.

Il faut se rendre à l'évidence : de grands mensonges ont permis de diriger le monde comme il l'a été jusqu'à présent. Ces mensonges maculent des livres d'histoire, de géographie, de philosophie, d'anthropologie, de sciences, des rapports et des thèses. Cette succession de mensonges a eu des conséquences : la vie humaine est désacralisée, la violence banalisée, la morale mise en veilleuse, les vérités fabriquées. Par exemple, le mensonge sur la hiérarchie des races a généré la traite négrière, la colonisation, la Shoah, le racisme américain, l'apartheid, etc.

Dans notre monde actuel, l'Homme minoritaire est devenu un dieu et l'Homme majoritaire un objet, un consommateur, un cobaye. Le monde a besoin d'un supplément d'humanité.

Les peuples ne sont pas opposés aux peuples. Les clubs qui oppriment et exploitent les peuples au Sud sont les mêmes qui oppriment et exploitent les peuples au Nord. Les clubs qui oppriment et exploitent les peuples à l'Ouest sont les mêmes qui oppriment et exploitent les peuples à l'Est. Ils agissent souvent par sous-traitance, par procuration.

II^e THESE : L'AFRIQUE DES MYTHES

L'Afrique est le creuset des mythes. En remontant l'histoire de l'Afrique l'on retrouvera des mythes, notamment étiologiques, antérieurs à ceux attribués à d'autres peuples. (voir codex grammatical égyptien...).

Mais il y a mythe et mythe.

Les mythes qui ont longtemps endormi les Africains doivent céder à un réalisme rigoureux. Il n'y a pas d'exception africaine. L'Afrique, on peut le concéder, est en retard économiquement : encore accrochée à des outils rudimentaires et à des schémas de pensée inadaptés au monde moderne, elle peine à assurer l'éducation et la formation, la bonne santé, la sécurité et la souveraineté alimentaires pour la majorité de ses populations, comme cela se fait dans les pays dits développés. En effet, à première vue, les différences culturelles ne sont pas forcément à l'avantage des Africains, à l'ère des missiles, des satellites, du GSP, des drones, etc. De ce point de vue, les pays africains, s'ils envisagent des développements nationaux, ne seront que des réserves de consommateurs, de moins en moins instruits et de moins en moins autorisés à se servir de leur intelligence.

Mais ne pourrait-on pas envisager la comparaison, non pas du point de vue d'une civilisation, mais du point de vue de l'authenticité de chaque civilisation, en ce qu'elle est toujours justifiée ? Pour cela, l'Africain a lui-même besoin d'une décolonisation mentale. Il doit d'abord se débarrasser des clichés qui l'enferment dans une grotte aux mythes.

*Le mythe de l'archaïsme

L'Africain serait resté au stade primaire, et par conséquent en marge de l'évolution scientifique. Pendant longtemps dépourvu de l'écriture (ce qui est inexact), il serait victime de la non codification et de la non transmission de ses savoirs. Un tel personnage ne saurait évidemment atteindre un haut niveau d'organisation politico-sociale. Que dire alors des grands empires africains antérieurs à ceux de l'Occident ?

*Le mythe du polythéisme

L'Africain sauvage ne connaîtrait pas Dieu, s'égarant dans l'adoration de dieux multiples et d'objets sacrés. Cela a justifié en partie les missions d'évangélisation « philanthropiques », pour sauver son âme de damné. Les résultats de la recherche théologique sur les religions traditionnelles africaines pourront nous édifier sur cette question.

*Le mythe de l'uniformité de l'Afrique

Dans la perception de certaines personnes, l'Afrique serait un village où tout le monde se connaît et vit au même rythme. Les Africains seraient alors ceci ou cela. La diversité historique, géographique, culturelle de l'Afrique devrait être saisie comme un atout, en y recherchant le dénominateur commun qui traverse nos différentes communautés. L'uniformité de l'Afrique sera sans doute la conséquence des progrès

scientifiques et non le fait du nom qu'elle porte. Ces progrès induisent un itinéraire culturel convergent d'adaptation. Mais cela est valable pour tous les continents.

*Le mythe de l'Africain émotionnel

L'émotion serait nègre et la raison serait hellène. Cela expliquerait le manque de rationalité des Africains face à un objet ou un événement.

*Le mythe de la malédiction

Si les Africains sont si condamnés à être à la traîne, c'est parce qu'ils seraient les descendants de Cham, enfant maudit de Noé. Alors ils ont beau faire, ils ne parviendront à rien d'admirable, ils resteront d'éternels esclaves des autres.

III^e THESE : AU NOM DE LA CULTURE

Pour l'Organisation des Peuples Africains, si la nature est l'endroit de l'Homme, la culture est son envers. Unique par sa nature, la race humaine se différencie par la culture. La culture est la somme des expériences liées au rapport de l'Homme à son environnement. Elle est le produit de l'adaptation à cet environnement. La culture du Burkina en 2020 est déterminée par l'internet, le smartphone, le drone. Chaque jour qui passe suggère la nécessité d'évoluer pour s'adapter. L'immobilisme mental a pour conséquence pour ses adeptes d'être consommateurs des produits des autres. Depuis les colonisations, les Africains sont les ambassadeurs d'autres cultures. Cela n'est pourtant pas une fatalité ; l'histoire nous apprend qu'un peuple colonisé militairement peut coloniser le vainqueur par sa culture. Il faut sortir de la pensée analogique prêtée aux Africains pour se transformer au rythme des progrès scientifiques, sans perdre son âme. Dans cette tentative de renaissance culturelle, que pouvons-nous récupérer de nos us et coutumes ? En effet, plus les racines sont profondes, plus l'arbre est résistant. En se fondant sur le droit à la différence culturelle, les Africains peuvent revisiter les formes authentiques de leurs rapports à l'environnement et à autrui du temps où ils n'étaient pas sous des influences venues de l'autre côté des océans. Au nom de ce droit, ils pourront affirmer leur identité propre, en puisant dans les cultures endogènes les matériaux pour se reconstruire dans un monde qui va parfois à la dérive. Cela suppose qu'ils décolonisent leurs mentalités. L'indépendance mentale leur permettra de rejeter certains modèles internationaux de conception, de suivi et d'évaluation. L'Afrique est le berceau de 1/3 des langues parlées dans le monde et l'espace où l'on trouve le plus grand nombre d'idiomes. Elle a sa part à apporter au monde.

IV^e THESE : LES CONTRADICTIONS ACTUELLES A RESOUDRE

Quels sont les défis qui se dressent actuellement devant nous ? Pour l'Organisation des Peuples Africains, ils sont des contradictions à résoudre.

Sous l'angle économique, l'on peut distinguer trois classes : la classe supérieure, la classe moyenne, et la masse des pauvres.

La classe supérieure comprend des privilégiés au revenu confortable.

La classe moyenne a au moins un revenu. L'Organisation des Peuples Africains travaillera à en faire une masse critique, car elle est le socle de la transition vers la socialisation. Pour ce faire, tout l'effort consistera à faire monter des couches de la grande masse de pauvres dans cette classe. Pour y arriver des sacrifices seront demandés à la classe supérieure.

La grande masse des pauvres, qui descend chaque jour davantage dans les profondeurs de la misère, ne doit pas être abandonnée à elle-même. Elle fera l'objet d'une attention particulière dans le programme du parti.

Sous l'angle du statut social, l'on peut distinguer :

-La paysannerie

Bien que les paysans soient les plus nombreux, ils n'ont pas une conscience de classe. Leur inculquer une conscience de classe c'est leur donner le moyen idéologique et politique d'avancer des revendications. La satisfaction de ces revendications entraînera des transformations structurelles favorables à l'ascension de cette portion du peuple au niveau de la classe moyenne.

-La jeunesse

La jeunesse, qu'elle soit instruite ou non instruite, qu'elle vive en milieu rural comme en milieu urbain, a besoin d'être éduquée, instruite, formée. La jeunesse est toujours une bombe en attente et d'une percussion imparable quand elle passe à l'offensive.

-La question de la femme

La question de la femme avait déjà été abordée dans le Discours d'Orientation Politique des révolutionnaires d'août 1983. L'Organisation des Peuples Africains fera l'analyse du statut de la femme dans le Burkina d'aujourd'hui, afin de décider des mesures à prendre en sa faveur.

-Le système économique dans lequel nous vivons

Nous baignons dans l'économie de marché. Nous n'en maîtrisons ni les facteurs de production, ni la production, ni les mécanismes d'échanges. Il nous faut, à l'intérieur même de ce système, travailler à en redéfinir les objectifs et donc le mode opératoire. Nous devons avoir à l'esprit qu'il y a une corrélation entre système politique et système économique.

V^e THESE : LES PARTIS POLITIQUES DANS NOTRE PAYS ET LEURS OFFRES

Prenons les grandes familles politiques.

*Les libéraux

Ils sont les chantres du désengagement de l'Etat de certains secteurs. Ce faisant, ils jettent le peuple dans les mains de prédateurs (eux-mêmes en font parfois partie). Ils sont les partisans de l'endettement, car pour eux, l'économique prime sur le social. Le libéralisme qu'ils préconisent mais n'en maîtrisent pas les clés, évolue bien vite en libéralisme sauvage, conduisant à des monopoles.

*Les socialistes

Ils produisent de beaux discours et de très bons documents d'analyse sociale. Après l'expérience de la Révolution Démocratique et Populaire, ils ont sans doute besoin de renaissance.

*Les social-démocrates

Ils sont sans doute des « démocrates ». Mais quid du social ? Ceux qui sont au pouvoir continuent de mettre en œuvre le système CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès), parfois en pire. A cela s'ajoute, pour notre malheur, leur incapacité à assumer les fonctions régaliennes fondamentales d'un régime : l'inviolabilité du territoire, la sécurité des citoyens et de leurs biens. Avec eux, nous assistons à une dévalorisation des hautes fonctions de l'Etat. Il faut y ajouter leur compromission avec le pouvoir coutumier et religieux. Leur

soumission aux normes internationales et communautaires les met dans l'incapacité de répondre adéquatement aux revendications sociales ; ils font alors dans le dilatoire. La faiblesse de leur diplomatie est notoire. Le train de vie de l'Etat est en hausse, tandis que ceux qui occupent les hautes fonctions, souvent par népotisme, échouent à faire prévaloir les intérêts du Burkina dans les négociations internationales.

*Les sankaristes

Ils sont empêtrés dans leurs contradictions et tares. D'une part ils affirment qu'ils ne sont pas Sankara, d'autre part ils abandonnent leur propre programme pour œuvrer, en accompagnateurs, au succès d'autres programmes. Incapables de canaliser la ferveur sankariste actuelle, ils trouvent refuge dans des périphrases ambiguës. Pour l'Organisation des Peuples Africains, le sankarisme, ce n'est pas rappeler ou chanter les œuvres de Sankara, mais c'est ajouter quelque chose à l'œuvre de Sankara.

*Les chantres de la troisième voie

Si cette voie existe, elle est bien difficile à trouver, autant pour les porteurs de cette idéologie que pour le peuple. En fouillant bien les livres d'histoire, l'on pourrait peut-être trouver une source d'inspiration dans le socialisme utopique du début du XIXe siècle, qui préconisait la mise en place de **communautés idéales** selon des modèles divers allant du type communiste au type libertaire. Pour les penseurs de cette idéologie, il ne s'agissait ni d'une révolution politique, ni d'une action réformatrice impulsée par l'Etat, mais de la création, par l'initiative de citoyens, d'une contre-société socialiste, au sein même du système capitaliste. Pour eux, c'est la multiplication des communautés socialistes qui doit progressivement créer une société qui remplace celle capitaliste.

Face à cette situation, que propose l'Organisation des Peuples Africains comme systèmes politique, économique et social ?

VIE THESE : LES FONDEMENTS DU NEOPANAFRICANISME REVOLUTIONNAIRE

Le néopanafricanisme révolutionnaire est un mouvement national, transnational, panafricaniste, patriotique, révolutionnaire et anti-impérialiste. Il est également tourné vers tous les mouvements politiques et sociaux à travers le monde, qui sont dédiés à la libération de l'Homme de toute forme d'oppression et à sa promotion dans des sociétés de justice, de solidarité et de développement équitable et durable. Le néopanafricanisme révolutionnaire que nous proposons aujourd'hui a des fondements philosophiques, économiques et sociaux. Pour la mise en œuvre du programme qui en découle, il entend s'appuyer sur l'élite patriotique, la classe moyenne, le prolétariat, la femme, la jeunesse consciente, comme piliers de son action. Il entend fonder son action sur des principes et valeurs.

Dans le contexte actuel de mondialisation, toute révolution solitaire est vouée à l'échec. C'est pourquoi la révolution doit prendre une nouvelle forme, elle doit s'adapter. L'expérience politique de notre pays nous donne des enseignements. La contrerévolution intérieure que nous avons connue (la décapitation à travers l'assassinat du Président du Conseil National de la Révolution, Thomas Sankara) nous donne des leçons. C'est pour cela que nous reprenons à notre compte l'appel contenu dans le Discours d'Orientation Politique: « *Que tous ceux qui ont pris fait et cause pour la révolution (...) se pénètrent de la ligne directrice (...) dégagée en vue de pouvoir assumer leur rôle de révolutionnaires conscients et, en véritables propagandistes intrépides et infatigables, en fassent une diffusion au sein des masses. Il ne suffit plus de se dire révolutionnaire, il faut en plus se pénétrer de la signification profonde de la révolution dont on est le fervent défenseur. C'est le meilleur moyen de mieux la défendre contre les attaques et les défigurations que les contre-révolutionnaires ne manqueront pas de lui opposer. Savoir lier la théorie révolutionnaire à la pratique révolutionnaire sera le critère décisif permettant désormais de distinguer les révolutionnaires conséquents de tous ceux qui*

accourent à la révolution mus par des mobiles étrangers à la cause révolutionnaire. Aujourd'hui, il nous faut un sursaut de patriotisme et de grandeur de vue, pour nous surpasser dans l'intérêt de notre peuple et des peuples africains... Quand une idée a atteint sa maturation, elle germe spontanément dans l'esprit de bien de gens. C'est pourquoi, si nous tardons à prendre le devant des choses, nous nous surprendrons à être à la traîne des événements... Notre force a toujours résidé dans l'anticipation du cours des événements. Et l'occasion est encore venue d'assumer la tâche d'éclairer la conscience de notre peuple. Nous devons avoir le courage historique et l'honnêteté intellectuelle, quand nous sommes à la croisée des chemins, de le reconnaître et de prendre les résolutions qui s'imposent. Nous devons travailler à réorienter la jeunesse de notre pays, pour leur donner une chance de réussir, dans le nouveau contexte mondial. Les solutions aux questions nationales actuelles dérivent de la définition de l'étape de la lutte. Nous ne devons pas nous tromper dans cet exercice. En ce qui nous concerne, c'est dans notre pays, au Burkina Faso, que se passe la lutte concrète contre l'impérialisme international. L'orientation idéologique qui convient est celle qui trace la voie pour une réponse adéquate à la question sociale fondamentale du moment. Quelles préoccupations assaillent nos masses à l'heure actuelle ? Les doctrines des partis politiques doivent être jugées en fonction de la vision qu'elles se font du destin de nos communautés les plus représentatives et de l'orientation qu'elles entendent imprimer à l'évolution de nos sociétés. Notre jeunesse, particulièrement, doit être théoriquement armée pour être à même de juger et de prendre parti. Nous devons désormais inscrire notre action dans une perspective, moins passionnée, plus large, plus mobilisatrice autour de grands thèmes qui transcendent les programmes politiques conjoncturels, une perspective qui soit à même de drainer les forces de progrès derrière nous, parmi lesquelles la jeunesse burkinabè désemparée. Et aujourd'hui un de ces thèmes à même de combler le vide créé dans la conscience des forces patriotiques, dans celle des forces de l'avenir, c'est celui de l'Unité Africaine, en ce qu'elle est une forme de mutualisation qui réduirait la fragilité de nos micro-Etats. Tout projet politique dans l'Afrique d'aujourd'hui qui ne s'inscrit pas dans la perspective de l'intégration des Etats africains, est un discours creux et sans effets... Il est aujourd'hui temps de trouver une idéologie intégratrice qui permette à notre pays et à l'Afrique de se frayer un chemin dans l'étape actuelle de la lutte. »

Notre parti, l'Organisation des Peuples Africains, conscient de ce tournant historique, doit se faire le pionnier de cette nouvelle orientation, en plaçant la préoccupation de l'Afrique unie au premier plan. Il nous faut réussir d'obtenir une large adhésion à ce projet, pour agir ensemble comme un seul Homme. Pour ce faire, notre parti doit œuvrer à fédérer toutes les forces de progrès de notre pays, toutes les forces de progrès en Afrique, afin de les amener à avancer dans la même direction, celle de la libération et du salut. Et lorsque le mot d'ordre de la seconde indépendance (qui passe par l'Etat Fédéral d'Afrique) aura gagné les coins et recoins de l'Afrique, les gouvernants attachés au micro-nationalisme verront leur fin de règne. C'est un rêve. Mais il nous faut rêver. Et lorsque nous rêvons ensemble, notre utopie devient une réalité.

2EME PARTIE

L'OFFRE POLITIQUE DE L'ORGANISATION DES PEUPLES AFRICAINS

Pourquoi un projet de société de l'Organisation des Peuples Africains ?

Les politiques nationales, aujourd'hui, doivent se laisser imprégner par les politiques supranationales, conçues en toute indépendance et lucidité. Il est important de travailler à donner plus de visibilité, de légitimité, de pouvoir législatif et exécutif aux organisations sous-régionales, régionales et continentales africaines. Cela aurait pour avantage d'enclencher un mouvement continental de développement grâce à des politiques globales souveraines. Ni le Burkina Faso, ni l'Afrique n'ont obligation à s'inscrire dans un ordre mondial, majoritairement déterminé par le fait économique, où leurs voix ne comptent pas. L'ordre

économique mondial actuel, largement tributaire de la monnaie, n'est pas une fatalité, c'est l'aboutissement d'un processus savamment conduit. Rien ne justifie l'incapacité des Africains à vivre dans leur propre système économique, construit sur des valeurs endogènes. Car le rapport de l'Homme à l'Homme n'est pas essentiellement de nature économique. Et la boulimie matérielle, source de pressions extrêmes sur les ressources naturelles et sur les diversités culturelles ne rend pas compte de la vision de la majorité des habitants de la planète terre, qui ne demandent qu'à vivre en paix et dans la décence. Aucun pays africain, pris isolément, ne peut inverser la tendance actuelle. Il faudrait, soit un choc brutal d'une amplitude irrésistible, soit une suite de victoires d'étapes de la raison sur les dérives d'une société de consommation abusive et destructrice des équilibres naturellement établis. De quel droit une civilisation portée par quelques élites tapisse-t-elle les fonds des océans d'épaves et de déchets, pollue-t-elle sous-sol, sol et atmosphère, encombre-t-elle l'espace d'objets hétéroclites ? Le principe d'égalité des Hommes à la naissance interdit que quelques illuminés conduisent le monde vers des catastrophes prévisibles.

Mais il ne suffit pas que des révolutionnaires triomphent par la simple conquête du pouvoir. Il est plus facile de conquérir que de gouverner. L'Organisation des Peuples Africains a un projet de société et une approche de gouvernement. Le pouvoir d'Etat donne la légitimité pour leur mise en œuvre. Les fondements de l'action politique de l'Organisation des Peuples Africains procèdent du postulat selon lequel la révolution sociale que nous préconisons, la révolution des consciences, porteuse d'un nouveau projet de société, n'advient que par l'accréditation de nos thèses auprès des masses et par leur mise en œuvre à travers le pouvoir d'Etat. Cette Révolution démocratique, (non violente a priori), est avant tout politique. Elle vise à remplacer un système de type bourgeois par un système révolutionnaire. Cette Révolution, après la déchéance des pseudo-démocraties parrainées, vise à instaurer une démocratie politique en dotant le pays d'institutions plus représentatives de la demande sociale.

Nous constatons les limites de la démocratie représentative sous nos tropiques. La démocratie du type occidental, c'est-à-dire le libéralisme politique, est un pendant nécessaire au libéralisme économique. Elle prône le suffrage universel, prétend défendre les droits de l'Homme que les dictatures bafouent et préconise l'édification d'un État de droit. C'est à l'évaluation que l'on démasque l'hypocrisie qui enjolive ses promesses. Il y a une correspondance entre l'infrastructure et la superstructure, entre l'économique et le politique. C'est la relation dialectique entre ces deux facteurs qui, au cours du temps, a abouti à l'équilibre actuel entre les institutions politiques et les structures économiques dans les pays occidentaux. C'est cet équilibre qui forme le système qu'il est convenu d'appeler démocratie occidentale ou démocratie tout court. Telle forme politique ne peut coexister qu'avec telle base économique. Il s'en suit que le degré de préparation d'un peuple à une démocratie véritable, à une démocratie qui n'est pas un leurre, dépend du degré de son développement économique. On ne propose pas des droits à un peuple qui n'a pas les moyens d'y accéder ! On ne saurait par conséquent procéder à une simple transplantation des institutions dites démocratiques du type plébiscitaire dans des pays comme le nôtre, où le libéralisme économique est à ses balbutiements pour ne pas dire qu'il y est perverti. La démocratie plébiscitaire en œuvre dans notre pays et dans bien de pays en Afrique, n'est que formelle. Les institutions politiques mises en place ne peuvent en aucun cas nous faire nous méprendre sur la nature réelle des régimes en place. Ce sont des « démocraties dictatoriales ».

Il est donc possible et impérieux de concevoir qu'un peuple puisse être organisé démocratiquement d'une autre manière que les peuples occidentaux. Il suffit pour ce faire d'oser inventer. C'est pourquoi nous ambitionnons de concevoir, en partant des particularités historiques, culturelles et géographiques de notre peuple, une démocratie autre qui pourra servir d'exemple aux autres nations. On peut emprunter aux démocraties occidentales des principes mais pas des lois, car ces lois sont taillées à la mesure de l'Occident.

Nous sommes donc des démocrates. Mais notre démocratie n'est pas du vernis ou un arrangement suite à une injonction (de la Baule). Nous travaillerons à l'avènement de la démocratie sociale, cette forme de

démocratie qui entend faire du peuple l'origine et la destination des exigences de la démocratie, qui est conçue comme système politique censé faire triompher les aspirations de la majorité de la population. La démocratie sociale va au-delà de la dimension politique pour promouvoir le social et l'économique. Nous voulons une égalité de chance pour tous les citoyens, à travers une démocratisation de l'éducation, de la santé, de la culture, de la possibilité d'entreprendre, de la pratique politique, etc. Nous voulons une répartition équitable des ressources nationales et des richesses générées.

Tout en étant conscients des limites de la démocratie telle que pratiquée dans notre pays, il nous faudra tirer profit de toutes les possibilités qu'elle peut nous offrir pour l'implantation de notre parti et la diffusion de son programme d'action.

Notre parti n'est pas au pouvoir. Il ambitionne de se rallier le peuple burkinabè en vue de la conquête du pouvoir. En ce sens, ses options politiques stratégiques (son programme) ne sauraient être un programme de gouvernement, qui dans le présent, ne servirait qu'à consolider les assises de ceux qui nous gouvernent. Ceux-ci en extrairaient, à coup sûr, des idées, qu'ils pourraient mettre en application, sans pour autant se remettre en cause. Le programme d'un parti d'opposition, comme l'Organisation des Peuples Africains, qui envisage la conquête du pouvoir, doit consister en un exposé de thèses, en un ensemble de revendications, en faveur de notre peuple, à des fins de propagande et d'agitation. Ces revendications doivent placer le pouvoir devant un dilemme :

- s'il entreprend de les satisfaire, il se remet en cause ;
- s'il s'y refuse, le peuple le remet en cause.

En outre, pour élaborer un programme de gouvernement, qui soit un ensemble cohérent de propositions de transformations politiques, économiques et sociales pertinentes, il faut avoir la carte des besoins et revendications des populations, établie sur la base d'un état-des-lieux de la situation de la nation.

C'est pour toutes ces considérations que les présentes propositions (le programme) de l'Organisation des Peuples Africains sont élaborées en termes d'orientation politique et d'esquisses de ses objectifs. Pour nous, le souhaité est fonction du nécessaire. Socle de notre action politique à venir, le présent programme se veut une voie de développement, fondée sur le réalisme. Des questions urgentes sont à régler, avant même la mise en œuvre du programme à proprement parler. Ce programme ne prétendra pas faire des miracles : à défaut de réaliser dans l'immédiat l'idéal dont nous rêvons, nous-nous engageons tout au moins à conduire au mieux notre pays vers la réalisation de performances, en remettant les Burkinabè au travail et en leur redonnant la fierté d'être ce qu'ils sont et d'incarner des vertus cardinales. En effet, pour l'Organisation des Peuples Africains, le nom de notre pays, Burkina Faso, est tout un programme !

Aujourd'hui, avec le libéralisme (économique et politique) triomphant, cyniquement appelé mondialisation, nous sommes conscients que la tâche est doublement ardue. Le présent programme de l'Organisation des Peuples Africains est donc un programme de combat et est appelé à s'enrichir et à s'améliorer au contact des réalités de tous les jours. C'est dans la lutte pratique et par elle seule, que nous serons édifiés quant aux insuffisances, voire les erreurs de nos vues essentielles ; il nous restera alors à les reconnaître et à les surmonter et faire en sorte que ce programme demeure l'expression toujours actualisée des aspirations de notre peuple.

Les cadres, militants et sympathisants de l'Organisation des Peuples Africains ont pour tâche de traduire en des termes compréhensibles à notre peuple ce programme, à faire de ses points saillants des slogans, des mots d'ordre mobilisateurs.

Affirmer notre volonté de conquérir le pouvoir d'Etat n'est pas faire du mimétisme. C'est savoir que le pouvoir d'Etat est le passage obligé pour la mise en œuvre de notre programme de gouvernement. Si nous tenons tant à gouverner notre pays, c'est que nous faisons le constat, qu'après l'expérience révolutionnaire

et l'insurrection de fin octobre 2014, notre pays est retombé dans la situation prérévolutionnaire. Les caractéristiques d'une telle situation sont décrites dans le Discours d'Orientation Politique : domination et exploitation néocoloniales consacrant l'assujettissement de notre pays, petite-bourgeoise intellectuelle montrant du mépris pour les masses, bourgeoisie nationale défaillante, parasitaire et complice, forces traditionnelles rétrogrades faisant souvent intrusion dans la politique républicaine, administration, armée et école d'essence néocoloniale, etc. Les conséquences en sont la corruption, les trafics d'influence, le détournement des deniers publics, le non-respect de la chose publique, un pillage des ressources naturelles, la spéculation immobilière, le favoritisme le népotisme et la gabegie, l'utilisation de l'appareil d'Etat à des fins égoïstes, un déficit de fierté nationale, etc. Telle est la carte politique, économique et sociale du Burkina Faso à l'heure actuelle. Nous voulons changer cette carte.

Vlle thèse : Notre héritage

Notre pays n'est pas sans repères. Certains régimes passés ont forcé l'admiration par les valeurs suivantes : patriotisme, courage, intelligence, austérité, probité. Ces vertus furent résumées dans un concept : intégrité. La bonne gouvernance, qui suppose l'exercice de la souveraineté nationale, l'Homme qu'il faut à la place qu'il faut, une bonne planification du développement, une mise en œuvre rigoureuse des programmes, des mécanismes de reddition de comptes, est la clé d'un développement harmonieux et durable.

Considérons que nous sommes à un tournant de notre histoire politique. Alternance idéologique ou générationnelle, c'est à voir. Encore que transition générationnelle ne renvoie pas forcément à l'âge. Encore qu'une nouvelle génération, composée d'incultes et de semi-patriotes, ne sauvera pas le Burkina. Transformer une masse moralement hétéroclite en une nation homogène présuppose la création d'un environnement social qui s'y prête, c'est-à-dire, qui soit débarrassé de l'ignorance, de l'injustice, de la tromperie, de l'incivisme, de l'individualisme et qui soit nanti de cadres, d'acteurs et de moyens pour une éducation sans complaisance. Seul celui qui aura appris, dans sa famille, à l'école ou dans la cité, à apprécier la grandeur intellectuelle, le bénéfice des performances économiques, la nécessité de la saine compétition (y compris politique), les bienfaits de l'ordre et de la discipline comme leviers de la cohésion sociale, de son propre mieux-être et de celui de son concitoyen, pourra ressentir une fierté d'être citoyen d'un pays donné. L'on défend ce que l'on aime. On ne peut aimer ce que l'on ne connaît pas.

Dans quelles conditions, à quel prix les acteurs politiques se démarqueront-ils des tares qui entravent notre marche vers les standards acceptables? Une reconsidération de la pratique politique est-elle possible ? Une moralisation de la pratique politique est-elle possible ou est-ce un leurre ? Aurons-nous droit à une génération d'acteurs politiques éduqués, formés, se définissant et opérant dans une pratique vertueuse de la politique ?

Pour l'Organisation des Peuples Africains, il nous faut concevoir notre programme, en tirant de l'héritage légué par nos dignes devanciers, la substance valorisante.

La Révolution du 4 août :

Ce fut une Révolution qui s'est voulue populaire parce que se voulant le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité et parce qu'aussi se fixant pour but la destruction de l'appareil d'État néocolonial et son remplacement par des institutions plus démocratiques.

Ce fut une Révolution qui se définissait comme étant une Révolution bourgeoise dans la mesure où les transformations qu'elle envisageait d'entreprendre, ne sortaient pas du cadre bourgeois de production. Autrement dit, elle n'avait pas pour but la lutte contre le système capitaliste.

Le DOP, après avoir fait l'analyse des couches et classes sociales de notre pays et défini celles qui forment le peuple, c'est à dire qui constituent les forces révolutionnaires à même de soutenir les transformations révolutionnaires qu'il préconisait, est demeuré silencieux quant à la classe qui devrait assumer la direction de la Révolution. Ce silence a été expressément voulu, car le Discours signalait que la classe ouvrière voltaïque, tout en étant révolutionnaire, demeurait insuffisamment développée et pas du tout organisée. Ce faisant, le DOP reconnaissait implicitement que la classe ouvrière de notre pays n'était pas encore une « classe pour soi » et que la Révolution était aux mains de la petite-bourgeoise intellectuelle (dans ses fractions civiles et militaires).

Dans un autre passage, tout en insistant sur la spécificité de cette Révolution, qui se déroulait dans un petit pays arriéré, le Discours faisait clairement ressortir le fait qu'à l'époque, dans le monde, des révolutions comme celle-là ne pouvaient compter sur le soutien international. Ce fait à lui seul lui imposait des limites objectives. Dans une telle situation, il était manifeste qu'une telle Révolution ne pouvait envisager la perspective de se transformer en une Révolution socialiste.

Ce rappel est indispensable pour quiconque veut entreprendre une critique de cet épisode révolutionnaire. Cette Révolution a eu des acquis : le processus de réappropriation des richesses nationales par les populations, la lutte contre l'enrichissement illicite et la fuite des capitaux, le refus de la dette odieuse, la réduction du train de vie des privilégiés, l'effort pour la production et la consommation endogènes, l'émancipation mentale, le rapprochement entre dirigeants et populations, entre Etat et Peuple, l'imposition d'une éthique politique et administrative, la décentralisation et l'exercice populaire du pouvoir d'Etat, la socialisation de la communauté nationale, la restitution de la fierté nationale, etc.

La capacité d'analyse et d'anticipation était donc un avantage de la Révolution du 4 août et son manque d'anticipation un désavantage. Le contexte national et international de son avènement ne lui garantissait pas toutes les chances de succès. Des erreurs et des fautes, la Révolution du 4 août en a donc commis. En termes d'erreurs, l'on pourrait relever, le fait de croire, que tous ceux qui formaient le point et scandaient des slogans, étaient des révolutionnaires. Une autre erreur a sans doute été l'exacerbation des antagonismes de classes. Les fautes, elles, sont imputables au recours excessif à la théorie révolutionnaire, et à l'activisme de militants opportunistes ou insuffisamment formés.

Notre attitude vis-à-vis du sankarisme :

Nombre de cadres de l'Organisation des Peuples Africains ont été des sankaristes. Ils avaient pensé au début qu'en regroupant tous ceux qui avaient cru en la Révolution et qui n'ont pas cautionné le forfait du 15 octobre 1987, ils constitueraient une force politique porteuse d'alternative crédible pour notre peuple.

Mais, à l'épreuve des querelles intestines, des rivalités entre sankaristes authentiques et sankaristes de deuxième classe, de compromissions, de calculs malsains, ils ont fini par constater le discrédit qui s'amplifiait jour après jour sur le mouvement sankariste et ont décidé de s'éloigner de ceux qui en revendiquent la marque déposée. Dès sa naissance, des contradictions plus ou moins profondes ont commencé à miner ce mouvement et ont continué à le miner, le condamnant à d'éternelles implosions, offrant ainsi à notre peuple un spectacle désolant. Nous n'avons pas envie de continuer à nous épuiser dans des luttes de leadership quant à l'héritage du Président Sankara, au lieu d'écrire, par nos actes, le sankarisme. Si les Burkinabè échouent à définir ce qu'est le sankarisme et à lui donner un contenu, d'autres admirateurs de Sankara, en Afrique et dans le monde, le feront.

Quant à nous de l'Organisation des Peuples Africains, c'est par nos actes que le peuple saura si nous sommes de dignes héritiers de Sankara et de ses fidèles compagnons.

L'insurrection populaire de fin octobre 2014 :

Au soir du 31 octobre 2014, des milliers d'insurgés, encore couverts de sueur et de sang, ont cru qu'une page de l'histoire récente du Burkina Faso était tournée. Le pouvoir trentenaire d'un clan venait de prendre fin. La mal gouvernance du régime s'était cristallisée en mépris, déni et défi à l'égard des assoiffés de démocratie, au Burkina Faso et ailleurs, ouvrant la voie à des formes inédites de lutte. La victoire des insurgés, qui vint couronner une longue résistance engagée depuis le Front populaire, a eu un prix chèrement payé.

La leçon que l'on peut tirer de ces moments exceptionnels de notre histoire politique est qu'un peuple qui se met debout est capable de tous les exploits. Les Burkinabè l'ont démontré. Ceux qui tentent de s'attribuer la paternité ou les dividendes de l'insurrection victorieuse d'octobre 2014 sont bien ridicules et peu respectueux de la mémoire de nos martyrs et blessés, des milliers d'anonymes qui sont sortis pour dire : « *trop c'est trop !* ». Les 30 et 31 octobre 2014, des dizaines de milliers de manifestants sont montés des faubourgs de Ouagadougou et de villages environnants, et ont convergé vers des symboles du pouvoir politique en place, pour les prendre d'assaut. Ce fut une belle victoire, fruit de la conjugaison de cerveaux d'engagements.

Mais la faute morale des insurgés, qui relève de l'émotionnel, a été de faire confiance à des loups déguisés en agneaux, pour gouverner l'après insurrection.

La faute politique de l'opposition a été de s'effacer après la victoire du 31 octobre, elle qui dans la raillerie, la privation, le danger, a tenu tête au régime, depuis le Front populaire pour certains acteurs.

La Transition :

L'insurrection n'a débouché que sur la Transition. La Transition, exemplaire dans la rapidité avec laquelle elle a été mise en place, a commis des péchés infantiles. Elle eut des acquis. Mais Il n'y eut pas que des acquis.

Après la résistance au joug colonial, la reconstitution de la Haute Volta arrachée de haute lutte, la proclamation de la République, la proclamation de l'indépendance, le renvoi de l'armée française, l'expérience de la RDP, l'insurrection populaire victorieuse de fin octobre 2014, la mise en échec du putsch de septembre 2015, le peuple burkinabè ne mérite pas de redescendre en-deçà d'un certain seuil de respectabilité.

VIIIe thèse : Nos objectifs

Pour un monde nouveau

La pensée philosophique de l'Organisation des Peuples Africains est d'abord de l'humanisme en ce qu'elle confère à l'Homme la vocation de procréer. Cette procréation consiste à utiliser son ingéniosité pour contribuer à l'harmonie de la société dans laquelle il vit et à l'atteinte de la finalité de l'équilibre de l'univers. Si les Hommes écrivent les pages de l'histoire, l'histoire, à des moments donnés, met l'Homme en face d'une tâche à assumer ; de son libre arbitre ou sous une influence donnée, il accepte de le faire ou refuse, avec pour chaque choix une conséquence qui dépasse sa propre personne. L'Organisation des Peuples Africains n'entend pas se dérober à son rôle historique. Le monde va mal. Il a besoin de thérapie pour retrouver sa santé originelle et sa vocation. Le monde n'a pas besoin qu'une poignée d'Hommes accumule la quasi-totalité de ses richesses, par des systèmes politiques et économiques d'exploitation des masses, qui sont ainsi condamnées à un appauvrissement croissant. Le déséquilibre qui en résulte enfantera, à coup sûr, des troubles. L'Organisation des Peuples Africains veut un monde plus juste, plus équitable, plus solidaire, plus respectueux des différences, plus tourné vers la contribution à l'harmonie naturelle et non engagé dans une course éperdue et dans l'agressivité. L'Organisation des Peuples Africains prône la fraternité universelle.

De notre lecture de l'action gouvernementale actuelle

Ceux qui nous gouvernent actuellement sont des bénéficiaires de l'insurrection victorieuse de fin octobre 2014. A leur prise de pouvoir, ils n'ont pas proclamé la Révolution. La rupture revendiquée par les insurgés et leurs sympathisants ne pouvait donc pas avoir lieu, et pour cause : le dispositif institutionnel de type bourgeois est toujours de rigueur avec ses tares, les acteurs n'ont fait que changer de vêtement, l'on assiste toujours à une cohabitation entre Etat moderne et survivances de pouvoirs politiques traditionnels, des OSC politiques sont apparues, la réconciliation nationale réclamée à cor et à cri tarde à trouver la voie de sa réalisation, etc. La manière d'être et de faire n'a pas non plus changé. La façon d'appréhender les défis à relever et d'y apporter des réponses est tributaire de la nature du régime. A régime de type bourgeois des procédés bourgeois.

Le Président fraîchement élu n'a pas fait preuve de transcendance à l'égard de son cercle d'intimes, pour rassembler l'ensemble des meilleurs cerveaux parmi les enfants du Burkina, dans le cadre d'un gouvernement d'ouverture, ce qui nous aurait peut-être évité bien de situations douloureuses que nous vivons à l'heure actuelle. Le déterminisme socio-politique, bien appréhendé, admet les alliances stratégiques ou conjoncturelles, au-delà des lignes idéologiques. L'on aurait compris, vu la fragilité des assises de la démocratie en Afrique, qu'un Chef d'Etat qui veut éviter une instabilité chronique dans la pratique de la démocratie, adopte la formule de gouvernement qui associe parti majoritaire et partis d'opposition autour d'un programme de gouvernement d'union nationale.

Le nouveau pouvoir a fait dès le départ un mauvais casting qui perdure. Les socialistes, sankaristes, libéraux ou sans ligne appelés à participer au pouvoir exécutif post-insurrection, ont tout de même de lourdes responsabilités au regard du tournant historique. Mais alors ! Si le cercle intime du Président du Faso fait jaser c'est plutôt préoccupant. Le casting du Président Roch pour s'entourer d'une équipe de combat a été raté. Il se retrouve alors entre l'enclume de sa légendaire bonhomie et le marteau du bilan de son mandat, entre le devoir de reconnaissance et la nécessité de mettre en selle une nouvelle génération de gouvernants compétents et vertueux. Il est désormais tard pour lui pour décider.

Les prétendus social-démocrates qui nous gouvernent donnent à voir une mal gouvernance qui s'empire, une diplomatie balbutiante et inefficace, une incapacité à assumer les tâches régaliennes, une dévalorisation du statut d'Homme d'Etat, une stratégie du dilatoire dans le dialogue avec les partenaires sociaux, etc. Ils pratiquent une politique de valets locaux et une économie libérale et d'endettement. Le constat est alors que la justesse de la ligne idéologique ne suffit pas à garantir des résultats. Au-delà de la justesse de la ligne, il y a les acteurs.

Le peuple électeur, qui a reconduit au pouvoir les anciens artisans de la solidité et de la longévité du pouvoir CDP a une lourde responsabilité dans cette situation. Qu'il cesse de gémir ! Qu'il se ravise aux prochaines élections !

C'est pour ces raisons que nous-nous fixons des objectifs, afin de construire un Burkina nouveau, un Burkinabè nouveau, un Africain nouveau.

Quels sont nos objectifs ?

1. Au plan politique

***L'Etat :**

Le terme « État » désigne un territoire, délimité par des frontières (on parle aussi dans ce cas de « pays »), et l'autorité qui s'exerce sur ce territoire et sa population. L'État se compose donc de trois éléments : un territoire, une population et un gouvernement.

L'Organisation des Peuples Africains reconnaît à l'Etat les missions principales suivantes:

- garantir l'inviolabilité du territoire, la sécurité des citoyens et de leurs biens ;
- garantir l'égalité des citoyens devant la loi et l'égalité de chances ;
- réguler et contrôler l'action politique et économique ;
- décider du format sociétal et réguler les équilibres sociaux;
- garantir les libertés collectives et individuelles, les droits humains et la préservation des valeurs fondatrices de la société.

Pour l'Organisation des Peuples Africains, l'Etat doit assurer l'égalité des citoyens devant la loi et la justice et promouvoir l'inclusion de toutes les couches sociales dans le jeu démocratique fondé sur la démocratie participative.

L'Etat doit assurer une protection ciblée aux plus faibles au sein de la société et mettre en place des stratégies d'émancipation liées au genre (femmes, jeunes, personnes vulnérables) de toutes servitudes, coutumes et pratiques discriminatoires ou dégradantes.

L'Etat doit assurer une juste répartition des richesses et mettre en place, le cas échéant, des filets sociaux comme expression de la solidarité nationale à l'endroit des moins nantis. L'Etat doit garantir une exploitation judicieuse et visionnaire des ressources de la nation qu'elles soient en sol, en sous-sol ou dans le ciel.

Pour l'Organisation des Peuples Africains, la base doctrinale de l'Etat révolutionnaire a pour quintessence le pouvoir démocratique et populaire. Il nous faut en finir avec les tares de l'Etat néocolonial, qui n'est qu'une machine incomprise et qui fait peur aux citoyens. Il nous faut démystifier l'Etat néocolonial et le démanteler. L'Organisation des Peuples Africains travaillera à l'avènement d'un Etat unitaire, décentralisé, laïc et révolutionnaire, fier et jaloux de sa souveraineté nationale, de son intégrité territoriale, du règne de l'ordre public et de la stabilité institutionnelle, de la promotion des libertés collectives et individuelles, de la promotion du respect du bien commun. L'Etat révolutionnaire que préconise l'Organisation des Peuples Africains remettra le pouvoir entre les mains du peuple, à travers la démocratie participative. Le Peuple exercera le pouvoir d'Etat, à travers ses structures populaires, et les organes de mise en œuvre issus de ces structures. L'Etat doit se réserver les seuls domaines régaliens conformes à la vision d'une idéologie socialiste fondée sur un pouvoir populaire et une démocratie participative. Il est impérieux d'instaurer le vote populaire pour toutes les questions d'intérêt national de haute portée et pour toutes les questions d'intérêt supra national. Une moralisation de la vie publique et politique, l'instauration d'une véritable éthique faisant

des charges électives comme des charges nominatives des sacerdoces, la promotion de l'équité, de la justice et de la justice sociale seront des objectifs à atteindre. La clé de voûte de l'Etat révolutionnaire dont nous rêvons est la démocratie sociale. Dans un tel Etat, la solidarité nationale devrait être institutionnalisée. Aucun citoyen ne devrait vivre de façon indigne.

Le caractère révolutionnaire de l'Etat découle aussi des modalités de répartition des richesses, modalités à fonder sur un principe privilégiant les moins possédants au détriment des plus nantis.

Le caractère révolutionnaire réside également dans la permanence de l'équilibre entre Etat central et structures populaires d'exercice du pouvoir. Aussi, dans le contexte de la décentralisation, l'Etat devra céder aux collectivités territoriales les compétences dans tous les domaines pertinents ainsi que les moyens d'exercer efficacement lesdites compétences. Ces domaines concernent notamment :

- la mobilisation des intelligences et des énergies locales dans le cadre d'une faïtière sociale et politique autour d'une plateforme consensuelle de construction d'un développement équitable ;
- l'exercice du pouvoir local par mandat électif dévolu par un système électoral populaire ;
- l'éducation, l'instruction et la formation ;
- la santé ;
- l'emploi ;
- l'habitat ;
- le cadre et les modalités de production et de consommation ;
- la culture.

****La Nation***

Le terme « nation » désigne un groupe humain qui possède une unité culturelle, linguistique et historique et qui a conscience de son unité. L'Organisation des Peuples Africains œuvrera au renforcement du sentiment d'appartenance à une seule et même Nation chez tous les Burkinabè. Pour l'Organisation des Peuples Africains, le Burkina Faso est composé d'ethnies et non de nationalités. La réalité nationale transparaît à travers le drapeau et l'hymne nationaux. L'Organisation des Peuples Africains œuvrera à élever ce sentiment d'appartenance à la Nation au-dessus de toute autre considération. La notion affective de la Nation est la Patrie. Ainsi, pour la Patrie, chaque Burkinabè devrait être prêt au sacrifice suprême. Nous mettrons l'accent sur ce qui nous rassemble, afin que nous finissions par nous ressembler tous.

****L'Etat-Nation***

Dans le cas d'un Etat dont tous les habitants appartiennent à une même nation, on parle d'Etat-nation. Mais, à l'Organisation des Peuples Africains, nous affirmons que l'Etat-Nation est le fruit de la volonté de ses habitants. Pour le cas du Burkina, depuis la colonisation, nos peuples ont clairement indiqué leur volonté de vivre ensemble. La diversité ethnique et culturelle, le plurilinguisme sont pour l'Organisation des Peuples Africains des atouts. L'Organisation des Peuples Africains travaillera à consolider les bases de l'Etat-Nation. A l'intérieur de l'Etat-Nation, tout citoyen a droit à un espace de vie et à la protection de la Nation sur cet espace. La langue officielle sera un des ciments de l'unité nationale. Les mouvements de sécession, les rebellions, le terrorisme sont généralement liés aux frontières, aux ressources naturelles, aux replis identitaires, à de l'instrumentalisation. L'Organisation des Peuples Africains fera preuve d'anticipation sur ces questions. L'Etat-Nation est une construction permanente.

****De la souveraineté nationale***

La souveraineté nationale suppose les souverainetés territoriale, politique et économique.

La souveraineté territoriale suppose et implique l'inviolabilité de nos frontières, suppose une armée nationale professionnelle et forte. En matière de défense nationale, force est de constater que les pays qui se font respecter sont ceux qui disposent d'une puissance militaire dissuasive. Le Burkina Faso doit se donner les moyens de se faire respecter par ses voisins proches ou lointains. Le caractère révolutionnaire de l'armée nationale transparaîtra à travers son orientation vers la production. La souveraineté territoriale suppose notre monopole absolu sur les ressources de notre sous-sol, de notre sol et de notre ciel. L'Organisation des Peuples Africains salue l'existence de la loi sur le droit du sol au Burkina. C'est une disposition révolutionnaire en ce qu'elle impulse la fraternité internationale et prévient des crises identitaires. L'Organisation des Peuples Africains préconise la libre circulation des Africains en Afrique et leur libre établissement conformément aux lois nationales.

La souveraineté politique suppose notre libre arbitre dans nos options politiques, dans le choix de nos systèmes politiques, de nos gouvernants et dans la conduite de notre action politique.

La souveraineté économique commence par le slogan : « *Produisons ce que nous consommons et consommons ce que nous produisons* ». Notre rapport à la monnaie devra changer, de même que les mécanismes d'échanges, de même que la finalité de notre consommation. Cette souveraineté ne signifie pas autarcie. Mais un équilibre doit être rétabli dans l'échange entre matière première et produits finis. En particulier, l'Organisation des Peuples Africains travaillera à affranchir le Burkina Faso de l'aide publique au développement.

****De la souveraineté du peuple***

Le peuple est l'éternel souverain. Il l'a démontré à travers l'histoire.

En matière de luttes victorieuses du peuple, le Burkina Faso a donné des leçons au monde, depuis le 3 janvier 1966 jusqu'à la résistance au putsch du 16 septembre 2015, en passant par l'insurrection populaire victorieuse de fin octobre 2014.

Le peuple n'a besoin d'autre ressort que sa conscience et sa volonté de lutter. En une journée, le peuple est capable de réécrire sa propre histoire. Mais, sans avant-garde, la satisfaction consécutive à la victoire peut être de courte durée. Infiltrée ou dévoyée, la lutte populaire produira certes des fruits, mais ils pourraient être à goût amer ou cueillis par des imposteurs.

Pour retomber après s'être levé, il faut le vouloir. Les récentes démonstrations magistrales des Burkinabè, en fin octobre 2014 et en septembre 2015, sont historiques. Le Voltaïque insoumis, digne, modeste, travailleur et courageux, engendra le Burkinabè, à qui Sankara assigna une tâche : être un Homme intègre. Cette intégrité s'exprime en esprit d'hospitalité, de tolérance, d'ardeur au travail, d'honnêteté, de fierté nationale et d'insoumission. Il y a, pour chaque peuple, une mémoire collective. Cette mémoire, pour les peuples qui entendent se faire respecter, doit se parer de l'embellissement épique, par des mythes et légendes, qui font émerger des personnages, des héros, des martyrs, des lieux, des moments et des faits, comme éléments constitutifs d'une histoire glorieuse. Les Burkinabè, et plus largement les Africains, devraient rire des préjugés et récits fantaisistes sur eux. Ils doivent prendre le contre-pied de toutes les aberrations véhiculées depuis des décennies par des « experts de l'Afrique » en mal d'exotisme. Le temps est venu de nous raconter nous-mêmes : dire (rappeler) au monde notre conception du rapport de l'humain à son semblable et à son environnement, valoriser nos inventions, expliquer le sens que nous donnons à la vie et à l'après-vie, etc. Face à la tromperie de la mondialisation, qui n'est qu'une tentative d'uniformisation appauvrissante en réalité, des cultures authentiques devraient sortir de l'ombre où on les a maintenues jusqu'à présent, pour montrer la voie du salut au monde. Les structures politiques, sociales et économiques de l'Afrique précoloniale, jetées avec mépris dans la poubelle de l'histoire universelle, peuvent être

repêchées, dépoussiérées et examinées avec honnêteté. Dans ces savoirs dédaigneusement appelés savoirs locaux, l'on trouvera peut-être des voies de sortie de l'impasse où se trouve le monde actuel, un monde d'agressions contre son semblable et contre la nature, un monde de mensonge, d'exploitation de l'Homme par l'Homme.

****Nos relations avec l'extérieur***

Qu'avons-nous à donner et qu'avons-nous à recevoir ? Dans nos relations avec l'extérieur, nous mettrons au premier plan l'intérêt de notre peuple. A ceux qui voudront nous prêter assistance nous dirons : « *L'art de la pêche plutôt que le poisson* ». Nos relations avec l'extérieur seront empreintes d'amitié, de solidarité, de réciprocité.

2. Au plan économique

Quel système économique pour le Burkina Faso et pour l'Afrique en ce début du IIIe millénaire ? Sommes-nous condamnés à être éternellement les dindons de la farce dans un système (l'économie de marché) dont les tenants et aboutissants nous échappent ? N'est-il pas temps de poser la question de la souveraineté monétaire ? N'est-il pas temps de changer le rapport entre le capital et le travail ? N'est-il pas temps de faire émerger une classe moyenne majoritaire ? N'est-il pas temps de revoir l'impôt, la condition du salarié, la condition du paysan, la condition de l'ouvrier, le statut de la ville et celui de la campagne ? N'est-il pas temps de questionner l'écologie et le nucléaire ?

3. Au plan social

Les classes économiques se composent de trois couches : la classe supérieure au revenu confortable, la classe moyenne qui a au moins un revenu, et les pauvres. De chacun il sera demandé selon ses capacités, à chacun il sera donné selon ses besoins.

Les classes et couches sociales sont une réalité. Il ne s'agira pas pour l'Organisation des Peuples Africains d'exacerber les antagonismes qui existent entre elles. Il s'agira plutôt d'étudier chaque classe et chaque couche, en ses caractéristiques, besoins et revendications, afin d'apporter des réponses adéquates aux besoins et revendications. C'est donc dire que l'Organisation des Peuples Africains ne sera pas insensible aux questions de genre (la femme, la jeunesse, les personnes vulnérables, la paysannerie, les ouvriers, les travailleurs, etc.).

L'Organisation des Peuples Africains engagera la lutte contre : les causes de l'ignorance, de la maladie, de la pauvreté, de la corruption, de la mal gouvernance (y compris la longévité au pouvoir). Elle luttera contre l'impérialisme, la balkanisation de l'Afrique, les oppresseurs nationaux et étrangers (qui opèrent souvent sous le couvert des traditions, de la religion, de la politique, du commerce, de la coopération).

L'Organisation des Peuples Africains engagera la lutte pour : l'éducation du peuple, la santé du peuple, la valorisation de nos cultures, le droit à la différence culturelle, l'autosuffisance alimentaire et énergétique. Sa lutte sera en faveur des personnes vulnérables, de la femme, de la jeunesse. L'Organisation des Peuples Africains travaillera à l'avènement d'une Afrique unie, elle revendiquera la réparation des torts subis, elle œuvrera à plus d'humanisme, à une fraternité universelle.

Nous voulons construire un Citoyen burkinabè nouveau, un citoyen africain nouveau, un citoyen du monde nouveau. Le Burkinabè nouveau devra refléter l'amour de la Patrie, l'adhésion aux valeurs de l'ordre et de la discipline, l'engagement pour un développement endogène. Dans un monde caractérisé par la boulimie, il devra faire preuve de discernement dans sa production et dans sa consommation.

L'Organisation des Peuples Africains accordera une attention particulière aux questions suivantes :

***La question de l'éducation**

L'Organisation des Peuples Africains ramènera l'éducation : dans les familles, dans les écoles, dans les lieux de culte et dans l'espace public. A l'école formelle sera confiée la mission d'inculquer à des êtres en devenir autant des valeurs que des aptitudes.

***La question de la culture**

La culture exprime l'âme de son porteur. Un peuple qui vit dans le mimétisme a perdu son âme. L'Organisation des Peuples Africains fera la promotion des valeurs contenues dans nos us et coutumes. Elle démontrera que nos langues n'ont rien de moins que les autres langues et fera une place à nos religions, la religion étant à notre sens une codification du rapport de l'Homme à Dieu et un énoncé des principes et valeurs propres à une communauté religieuse. En matière d'alimentation, le principe de produire ce que nous consommons et de consommer ce que nous produisons, au-delà de l'aspect identitaire, sera un accélérateur du mouvement d'industrialisation à partir du secteur agricole, tout en nous préservant de risques de mutations aux conséquences inconnues. Les différences culturelles, tant au niveau national qu'au niveau continental seront saisies comme des richesses et opportunités de rapprochement des peuples. Une véritable industrie culturelle sera mise en place afin de valoriser au sens moral et économique nos spécificités culturelles.

***Les droits de l'Homme**

Pour l'Organisation des Peuples Africains, les droits de l'Homme sont l'ensemble des prétentions légitimes reflétant les aspirations de la majorité d'une communauté, qu'elle soit nationale ou locale. Ces prétentions sont de nature économique, culturelle ou politique. Face à la montée de revendications liées à de prétendus droits catégoriels ou minoritaires, l'Organisation des Peuples Africains dénoncera et combattra tout appel à la déviance.

***La question de la santé**

La santé pour tous est un droit naturel. La bonne santé est un des bénéfices de l'éducation. C'est pour cette raison qu'après la première priorité de l'Organisation des Peuples Africains, à savoir l'éducation, l'instruction et la formation, la santé occupera la deuxième place.

***La question de la femme**

La femme burkinabè est encore victime d'entraves socio-culturelles. Démanteler ces entraves, c'est créer des conditions favorables à une pleine participation de la gent féminine à l'effort de construction de la nation. N'étant pas en infériorité intellectuelle ni physique, différente de l'homme par la nature, la femme n'a pas besoin de condescendance hypocrite.

***La question de la jeunesse**

La jeunesse non instruite en milieu rural doit être instruite et formée à la production agricole moderne. Son cadre, le village, doit être valorisé par la construction d'infrastructures de culture, de sport et de loisirs. La décentralisation ne doit pas générer des exploiters locaux, mais être une opportunité de valorisation des bras valides locaux que sont les jeunes. Organisés en associations et coopératives ces jeunes montreront en quoi ils sont aussi des vecteurs du développement local.

La jeunesse non instruite en milieu urbain est un réservoir d'ouvriers, d'artisans et d'artistes. Par l'instruction et la formation, elle pourra devenir la cheville ouvrière de l'essor industriel, artisanal et artistique. Elle fera l'objet d'une attention particulière, à travers la sensibilisation, car elle est bien souvent le vecteur de l'introduction de vices auprès de la jeunesse rurale. En ville à travers le petit commerce, elle est le vecteur de la consommation de produits de mauvaise qualité, voire dangereux, agissant ainsi, comme d'autres Burkinabè, en agents inconscients de l'impérialisme. Il convient de l'encadrer et de l'orienter vers des emplois, qui existent en réalité, quitte à regarder vers la campagne.

La jeunesse scolaire connaît deux graves problèmes : l'enseignement trop théorique et l'amplification de comportements vicieux. Il faudra redéfinir la finalité du système éducatif : enseigner par mimétisme ou former pour l'emploi ? L'orientation précoce des élèves permettra à chacun de s'engager dans une branche de formation où il excellera dans l'apprentissage et dans la vie active plus tard. Les fondateurs d'établissements qui ne comprendront pas cette nécessité, parce que n'ayant pas le profil, devront trouver d'autres occupations. Pour l'Organisation des Peuples Africains, l'école n'est pas une entreprise ; c'est le cadre de moulage des producteurs de demain, pour le développement du pays. Alors l'école formera en se basant sur une projection sur 50-100 ans.

Les étudiants doivent sortir de la vie de misère qu'ils mènent, dans les amphes et dans les cités. Crème de la jeunesse et avenir politique et économique du pays, les étudiants burkinabè, aujourd'hui, baignent dans une misère matérielle et morale. Insuffisance d'infrastructures, d'équipement pédagogique et d'assistance sociale ont dévalorisé l'étudiant, par ailleurs confronté à des réformes mal maîtrisées et à de nouvelles influences négatives. L'université est le stage terminal de la formation du futur cadre dans l'administration, dans le secteur économique et dans la politique. L'université qui forme des diplômés inaptes à trouver de l'emploi doit céder la place à une université qui forme, mais qui forme aussi pour l'emploi. En plus de la formation académique, pour l'Organisation des Peuples Africains, sans esprit d'instrumentalisation, l'étudiant doit bénéficier d'une formation idéologique et politique. L'Organisation des Peuples Africains œuvrera à trouver un équilibre entre une université élitiste et une université populaire.

*La question de l'environnement

Pour l'Organisation des Peuples Africains, le rapport de l'Homme à l'environnement doit être d'harmonie et non d'agression. L'Homme n'est qu'un élément de la nature et ne doit pas en perturber les équilibres établis. Le révolutionnaire est un ami de la nature !

IXe thèse : Revendications spécifiques

Nous sommes, comme indiqué plus haut, un parti politique révolutionnaire qui est à l'heure actuelle dans l'opposition. Notre programme d'opposant ne saurait être un programme de gouvernement.

Les revendications que nous formulons, si le pouvoir en place les trouve justes, alors il se remet en cause et perd son identité à notre profit ; s'il les rejette, alors le peuple, acquis à notre cause, le rejettera.

Nous revendiquons :

****La Liberté***

La quête de la liberté est naturelle chez l'Homme. Elle a justifié des progrès scientifiques, des luttes de libération, des constitutions et chartes, etc. Etre libre à sa naissance suppose un Etat qui assume son indépendance, une Nation qui assume sa souveraineté (territoriale, politique, économique). Vivre libre suppose un confort relatif dans la famille et dans la cité. Etre un Homme libre suppose un emploi, des infrastructures étatiques adéquates, la liberté de produire et de consommer ce qu'on veut, la liberté d'aller et venir, la liberté de s'établir où l'on veut. Pour être libre, il faut être en bonne santé, être bien nourri, pouvoir respirer l'air que l'on veut, pouvoir exercer la réciprocité dans les relations avec l'extérieur. Mais un Homme libre est d'abord libre d'esprit. La femme est libre quand elle peut choisir son conjoint et décider avec lui de la vie de couple et de famille qu'ils mèneront ensemble. Mais la liberté n'est pas le libertinage.

****L'Egalité***

Les conditions de l'égalité sont l'éducation et l'instruction pour tous, la formation orientée, une loi qui garantisse cette égalité, une justice qui la garantisse, une justice sociale qui fait la péréquation sociale. Face à certaines revendications égalitaires, l'Organisation des Peuples Africains estime que dans tout groupe humain il y a nécessairement une autorité.

****La Fraternité***

L'esprit de fraternité se cultive. Pour promouvoir la fraternité il faudra institutionnaliser la solidarité, avoir la conscience d'une histoire commune et d'un destin commun, avoir le désir de l'unité nationale et de la cohésion nationale, être unis par l'histoire, la géographie, la culture, les rêves et ambitions, être débarrassés de toute forme d'injustice ou de stigmatisation.

Nous revendiquons une société de démocratie sociale.

L'Etat révolutionnaire que nous préconisons et revendiquons se caractérise par : la décolonisation mentale, la fierté nationale, l'appropriation et la défense de principes et valeurs (ardeur au travail, probité, intégrité, combativité, génie créateur, solidarité, justice sociale), la formation idéologique et politique, la solidarité avec les causes justes, la solidarité entre révolutionnaires, les libertés collectives au-dessus des libertés individuelles, le panafricanisme, l'accélération des transformations qualitatives, la paix avec les pacifistes et la guerre aux belliqueux, la lutte contre les fléaux du moment, la participation au pouvoir d'Etat à travers des structures populaires, une alternative aux institutions bourgeoises (exécutif, législatif, judiciaire), une osmose entre le sommet et la base (entre leaders et peuple révolutionnaires).

Xe thèse : Les conditions de notre succès

*L'adhésion populaire.

Ce projet de société escompte une adhésion populaire, en connaissance de cause, ce qui suppose une conscience aigüe des enjeux actuels et du sacrifice à consentir. Il interpelle le patriotisme des élites et la volonté du changement des masses. Pour une réelle implantation de l'Organisation des Peuples Africains (parti d'avant-garde et parti de masse) au Burkina, en Afrique et ailleurs, ce projet de société sera traduit dans un langage accessible aux masses.

L'Organisation des Peuples Africains s'est fixée pour objectif d'être fortement implantée dans tout le pays, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Les cadres et militants du parti doivent donc se mettre à la tâche.

L'Organisation des Peuples Africains œuvrera au rassemblement de toutes les classes fondamentales de la société autour du couple organique que constituent l'élite et les masses.

Elle initiera un programme de formation politique pour les cadres et militants du parti, pour la jeunesse de notre pays afin qu'elle puisse s'engager consciemment dans les combats politiques et prendre ses responsabilités en tout ce qui engage son avenir. La jeunesse de l'Organisation des Peuples Africains sera dotée de sa propre organisation. Elle est le présent sur lequel le parti entend construire le devenir de notre pays et de l'Afrique.

Une attention particulière sera accordée à la place de la femme dans le parti. Dotées de leur organisation spécifique, les femmes de l'Organisation des Peuples Africains lutteront aux côtés des hommes afin qu'une place de plus en plus importante soit faite aux femmes dans les instances dirigeantes du parti, et sur les listes électorales du parti, de même que dans les hautes fonctions étatiques quand le parti sera au pouvoir.

*L'apprentissage politique.

Dans certaines de nos sociétés, le futur prétendant à de hautes fonctions politiques passe, dès son enfance, par un stage. Les cadres de l'Organisation des Peuples Africains feront l'apprentissage politique nécessaire dans les conseils communaux et régionaux et dans des structures spécifiques.

*La question des alliances avec d'autres partis.

L'émiettement de l'opposition est le principal handicap, qui annihile les chances de voir se réaliser, l'avènement d'un régime alternatif crédible, au pouvoir. Les partis de l'opposition en ont pris conscience, et tentent parfois d'opérer des regroupements. Conformément à son orientation et dans le respect de son autonomie organisationnelle, l'Organisation des Peuples Africains s'alliera à toute formation politique patriotique, désireuse de lutter avec elle, pour l'aboutissement des revendications fondamentales de notre peuple, pour la consolidation de l'Etat de droit et l'approfondissement de la démocratie dans notre pays. Cette alliance pourrait prendre plusieurs formes :

- la forme d'unité d'action autour d'une plate-forme politique;
- la forme d'un regroupement de plusieurs formations politiques au sein d'un Front uni, chacune conservant son identité et son autonomie organisationnelle.

Cependant, tirant leçon des tentatives passées, l'Organisation des Peuples Africains n'est pas disposée aujourd'hui à se fondre dans une entité unique, renonçant ainsi à son autonomie politique et organisationnelle. Elle n'envisagera ce pas décisif de fusion que dans le cadre du panafricanisme.

*Les Etats-Unis d'Afrique

L'Organisation des Peuples Africains œuvrera à l'avènement des Etats-Unis d'Afrique. Les regroupements politiques et économiques sous régionaux et régionaux actuels sont pour nous une étape vers cet objectif. Cette unité réalisée, l'Etat fédéral d'Afrique pourra prendre en charge les questions supranationales.

Les obstacles au développement de l'Afrique sont la balkanisation politique, la balkanisation économique, la dette, l'aide publique au développement, le parrainage politique, la monnaie sous tutelle, la prédation sur les ressources naturelles. Tout cela forme un étau vicieux qui étreint le continent. Il faut s'en défaire, par la diplomatie ou par la lutte armée. Mais nous croyons révolue la période des luttes de libération armées. Nous osons croire que nous vivons dans un monde civilisé où la force ne fait plus droit. Le droit de l'Afrique à l'autodétermination n'est pas une demande d'aumône au monde ; c'est un droit naturel. L'Afrique libre et unie ne doit pas faire peur, mais être perçue comme une chance pour l'humanité.

Conclusion

Tout citoyen libre peut avoir la prétention de créer, de diriger un parti politique ou d'y militer. Cependant, il y a un préalable pour la mise en œuvre de cette prétention : il faut avoir quelque chose à proposer au peuple. Cette règle ne s'applique évidemment pas aux partis politiques bourgeois, qui poussent sur la base de calculs électoralistes.

L'Organisation des Peuples Africains est née pour indiquer une voie originale d'émancipation des peuples du Burkina Faso et d'Afrique. Elle ouvrira la marche sur cette voie. Elle se veut à la fois un parti d'avant-garde et un parti de masses. Elle est une tête et non une queue. Elle ne sera jamais à la remorque de marchands d'illusions, fussent-ils des beaux parleurs ou des distributeurs de billets de banques et d'infrastructures.

L'Organisation des Peuples Africains a un projet de société pour le peuple du Burkina Faso et pour les peuples d'Afrique.

Le projet de société de l'Organisation des Peuples Africains est la traduction de la vision du monde du parti et la projection de ce qu'il compte entreprendre par son action politique. Tout cadre du parti, tout militant(e), tout sympathisant(e), est appelé(e) à incarner ce programme et à le rendre accessible aux masses, sur lesquelles l'Organisation des Peuples Africains fonde sa légitimité et sa raison d'agir.

Ce projet de société s'adresse à toi.

A toi, honnête citoyen.

-A toi qui crois aux vertus de la liberté, de l'égalité et de la fraternité entre tous les Hommes, à toi qui rejettes l'asservissement, à toi qui crois à la démocratie et non à la « dictature démocratique », à toi qui crois à la République et non à un Etat privatisé, à toi qui tiens à ta dignité et qui refuses l'imposture, à toi qui nourris une grande ambition pour ton pays, pour ton peuple et crois à son avenir radieux dans le concert des nations libres et prospères, à toi confortablement installé dans ta bonne conscience de celui qui n'a rien à se reprocher, à toi enfin qui n'y crois plus.

L'heure a sonné. Réveille-toi ! En Homme libre, décide de ton devenir et construis de ton propre cerveau et de tes propres mains ton avenir !

« Le Burkina ma fierté, l'Afrique ma force ! »

Congrès ordinaire des 29 février et 1^{er} mars 2020, à Ouagadougou.